

Service environnement - Services vétérinaires
22 Avenue Doyen Louis Weil
38028 Grenoble Cedex 1

Grenoble, le 17/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCEA SOGIFRA

Le Chancillon
38510 Creys-Mépieu

Références : DDPP38 2026 01212
Code AIOT : 0010400570

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2026 dans l'établissement SCEA SOGIFRA implanté Le Chancillon 38510 Creys-Mépieu. L'inspection a été annoncée le 26/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCEA SOGIFRA
- Le Chancillon 38510 Creys-Mépieu
- Code AIOT : 0010400570
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SCEA SOGIFRA exploite 7 sites d'élevage répartis entre l'Ain et l'Isère (1 seul site est situé en Isère). Le site de Creys-Mépieu a changé de raison sociale en 2004 (anciennement société Massard). La SCEA SOGIFRA emploie de 10 salariés avec 3 salariés employés sur le site de Creys-Mépieu. Les animaux des sites d'élevage proviennent tous de la maternité de l'élevage SOGIFRA, basé dans l'Ain. Cette maternité a subi un important incendie en 2025 suite à un défaut électrique au niveau d'un ventilateur.

Le site est composé à ce jour de 6 bâtiments d'élevage (A à F). L'ancien bâtiment d'élevage H1, situé à l'entrée du site, a été remplacé par un bâtiment administratif. Il comprend une salle de repas, des sanitaires, des douches, des bureaux/salles de réunion, un logement et le sas sanitaire. Le bâtiment

H2 qui fait face au bâtiment administratif est toujours conservé. Il est actuellement désaffecté. Plus aucun animal n'est élevé dans ce bâtiment depuis 2021. Les animaux sont nourris avec des granulés de céréales, 1 fois/jour.

Le site est autorisé par l'arrêté préfectoral n°2001-8171 du 1er octobre 2001 et l'arrêté préfectoral complémentaire n°DDPP-SPAE-2021-04-02 du 2 avril 2021. Un dossier de porter à connaissance a été déposé par l'exploitant concernant l'installation de 3 trackers photovoltaïques en 2023 (Donner Acte du 10/06/2024).

Les bâtiments F, C et G ont été inspectés lors de la visite objet du présent rapport.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Moyens de lutte incendie	Arrêté Préfectoral du 02/04/2021, article 3.2.3	Demande d'action corrective	3 mois
3	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 02/04/2021, article 3.3.1	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 02/04/2021, article 1.2.1	Sans objet
4	Consommation en eau du site	Arrêté Préfectoral du 02/04/2021, article 4.2.1	Sans objet
5	Epandage	Arrêté Préfectoral du 02/04/2021, article 8.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est globalement bien entretenu. Des non-conformités ont été relevées concernant la thématique incendie et électricité auxquelles l'exploitant peut rapidement remédier.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2021, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Nombre d'animaux détenus sur site et consommation en eau du site
Prescription contrôlée : Le site est classé au titre de la rubrique 3660 « Élevage intensif » pour 5504 Ax eq.
Constats : Conforme : En amont de l'inspection, l'exploitant a envoyé l'effectif du nombre d'animaux détenus sur le site. Au 1 ^{er} mars 2026, le site détenait 4845 animaux de plus de 30 kg et 2944 animaux de moins de 30kg, soit un effectif total de 5 433, 8 animaux équivalent. La répartition des animaux dans les différents bâtiments du site est la suivante :

	Porcs de plus de 30kg	Porcelets de moins de 30kg
Bâtiment A	707	/
Bâtiment B		656
Bâtiment C	150	295
Bâtiment D	453	
Bâtiment E	2598	
Bâtiment F	937	
Bâtiment G (post-sevrage)		1993

Le jour de l'inspection, les chiffres mis à jour sont de 4835 animaux de + 30 kg et 3003 animaux de - de 30 kg soit 5435,6 animaux eq.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Moyens de lutte incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2021, article 3.2.3

Thème(s) : Risques accidentels, Accès à l'eau d'extinction

Prescription contrôlée :

L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. La défense extérieure contre l'incendie doit permettre de fournir un débit horaire minimal de 120 m³ /h. Ce débit sera disponible, sans interruption pendant au moins 2 heures. [...]

L'exploitant devra mettre à disposition de toute urgence et à tout moment, la réserve de 30 m³ /h par aspiration directe ou par réalimentation de la tonne du fourgon-pompe, grâce à un raccord symétrique de 100 mm avec vanne 1/4 de tour, placé en partie inférieure de la capacité.

Le pompage dans le Rhône ne pourra être pratiqué que dans la mesure où un point d'aspiration normalisé existe en bordure du fleuve et tient compte, pour permettre son utilisation en toutes circonstances, des fluctuations du niveau de l'eau. Ce point d'aspiration, dont la voie d'accès devra être stabilisée à 13 tonnes au moins, devra être signalé et interdit au stationnement de véhicules.

Constats :

Conforme :

Le site est équipé de 30 extincteurs dont le dernier contrôle a été effectué le 21/01/2026. En plus des extincteurs, le site dispose de deux points d'aspiration dans le Rhône. Les cannes d'aspiration plongent dans le Rhône en permanence et sont équipées de branchements DN 100 permettant au service de secours d'intervenir rapidement en cas d'incendie. Les cannes d'aspiration sont positionnées à 150 m du premier bâtiment (bâtiment F). Le débit du Rhône est suffisant pour

<p>obtenir les 120 m³ pendant 2 heures. La portance de la voie d'accès a été testée le 3 septembre 2021. Les cannes sont accessibles et l'accès est dégagé. Aucun véhicule n'est stationné à proximité ou sur la voie d'accès aux cannes d'aspiration.</p> <p>Commentaire : Suite à l'incendie de l'année dernière sur le site de la maternité de l'Ain, l'exploitant souhaite faire venir, sur le site de Creys-Mépieu, les services de secours et d'incendie dans le cadre d'un exercice incendie « grandeur nature ». Cela permettra aux pompiers d'avoir une meilleure connaissance de l'organisation du site pour une intervention rapide en cas d'incendie.</p> <p>Non conforme : Le point d'aspiration n'est pas signalé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le point d'accès aux cannes d'aspiration doit être signalé et facilement identifiable pour permettre une intervention rapide des services de secours et d'incendie.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2021, article 3.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>Conforme : Les installations électriques ont été vérifiées le 13/06/2024. 13 observations ont été signalées dont 8 récurrentes. En 2025, les installations ont été contrôlées le 23 juin avec 9 observations, toutes déjà signalées.</p> <p>Non conforme : Les réparations électriques ne sont pas enregistrées. Selon l'exploitant, il y aura toujours des non-conformités concernant le schéma des réseaux (bâtiments trop anciens) et les résistances, utilisées pour le chauffage dans les bâtiments. Pour 2026, l'exploitant souhaite faire un contrôle électrique approfondi des systèmes de ventilation dynamique des bâtiments F, E et G pour écarter le risque de départ d'un incendie. C'est ce même type de ventilateurs qui a été à l'origine de l'incendie du bâtiment maternité en 2025. Les bâtiments A, B, C et D sont équipés d'un système de ventilation naturelle (volets), présentant moins de risques (ventilation naturelle passive).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit fournir à l'inspection le rapport de contrôle des installations électriques de 2026. Ce rapport doit mettre en évidence les réparations faites en interne ou par un tiers afin que les 9</p>

récurrences constatées en 2025 ne soient plus constatées en 2026 (hormis le schéma des réseaux et le chauffage des salles d'élevage par les résistances électriques).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Consommation en eau du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2021, article 4.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Relevé de la consommation en eau
Prescription contrôlée : <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.</p> <p>Article 1.2.1 : Le site est également classé au titre de la Loi sur l'eau pour les rubriques 1.1.1.0 et 1.1.2.0 en Déclaration pour un forage de 20 000 m³.</p>
Constats : <p>Conforme : La consommation d'eau 2025 du site a été de 17 208 m³, soit une moyenne de 47, 14 m³ /j. Elle était de 14 463 m³ en 2024. L'enregistrement de la consommation est mensuel. Le site est alimenté par un forage uniquement. Il y a un raccordement à l'eau potable mais qui n'est pas utilisé actuellement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Epandage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2021, article 8.1
Thème(s) : Risques chroniques, Tenue du cahier d'épandage
Prescription contrôlée : <p>Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant et à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées pendant une durée de 5 ans, comporte pour chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre :</p> <p>les superficies effectivement épandues ; hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'îlot PAC des surfaces épandues et en zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'îlot cultural des surfaces épandues. La correspondance entre les surfaces inscrites au plan d'épandage tel que défini à l'article 4.4.2_2 et les surfaces effectivement épandues est assurée ; les dates d'épandage ; la nature des cultures ; les rendements des cultures ; Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ; le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ; le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).</p>

<p>Lorsque les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte l'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus et les quantités d'azote correspondantes.</p> <p>En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, l'établissement des bordereaux d'échanges, du plan prévisionnel de fumure et du cahier d'enregistrement définis au IV de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé est considéré remplir les obligations définies au présent article, à condition que le cahier d'épandage soit complété pour chaque îlot cultural par les informations 2, 7 et 8 ci-dessus.</p> <p>Le cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Conforme :</p> <p>Le plan d'épandage n'a pas évolué depuis 2020. Les livraisons de lisier en méthanisation sont enregistrées informatiquement avec la date de livraison, le tonnage, la nature du produit livré, l'heure de livraison et le client. Le reste du lisier est épandu sur les surfaces prévues au plan d'épandage.</p> <p>Le cahier d'épandage 2025 fait ressortir une quantité de lisier épandu de 7 441 m³. L'exploitant a livré également du lisier en méthanisation à SAS VERTENERGIE à hauteur de 2 546 m³.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>